

Une voix: Il a dit la même chose, il y a un an de cela.

M. Trudeau: Si je ne m'abuse, la question portait sur Versailles, et non pas sur Ottawa. Le président des États-Unis s'est engagé à faire de son mieux pour conclure une entente avec le Congrès. Cette entente devrait entraîner la réduction du déficit, ce qui ferait fléchir l'inflation ou plutôt les taux d'intérêt.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

M. Chris Speyer (Cambridge): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. D'après lui et son gouvernement, quelles sont les chances du gouvernement américain d'abaisser les taux d'intérêt? La politique canadienne en sera-t-elle touchée et son gouvernement prendra-t-il des mesures unilatérales pour fixer les taux d'intérêt?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député sait aussi bien que moi ce qui s'est passé entre l'administration et le Congrès des États-Unis. Apparemment, on serait arrivé à une sorte de compromis que le Congrès pourrait accepter, mais il est trop tôt pour savoir si le Sénat sera d'accord avec la Chambre des représentants. Nous le saurons dans quelques jours.

* * *

● (1430)

L'INDUSTRIE

LA CHAUSSURE—ON DEMANDE LE RENVERSEMENT DE LA DÉCISION SUR LES QUOTAS D'IMPORTATION

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, ma question s'adresse également au premier ministre qui sait que nous comptons 1,250,000 chômeurs au Canada à l'heure actuelle. Pourrait-il nous dire s'il est prêt à demander aux ministres concernés de renverser leur décision au sujet des quotas arrêtés dans le domaine de la chaussure, ce qui permettrait de donner du travail à au moins 7,000 personnes qui ont perdu leur emploi inutilement à cause de la mesure prise par le gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'ai cru comprendre que le collègue du représentant, le député d'Edmonton, préconisait au contraire de n'imposer aucun quota ni aucune restriction quelconque sur les importations. Il s'agit donc peut-être d'un autre domaine où le parti conservateur...

M. Clark: Quelle est votre politique, monsieur le premier ministre?

M. Trudeau: Madame le Président, j'essaie de répondre à une question de l'opposition, et son chef me demande quelle est ma politique alors que les membres de son parti prônent deux politiques différentes.

M. Clark: Quelle est la vôtre?

Questions orales

M. Trudeau: Madame le Président, nous avons déjà fait connaître notre politique à la Chambre. Les groupes intéressés ont fait part de leurs instances au gouvernement; le ministre d'État au Commerce international a rencontré des représentants de ce secteur et nous étudions les observations livrées.

M. Stevens: Madame le Président, le gouvernement n'a pris aucune des mesures voulues et il sert la même réponse depuis neuf ou dix semaines aux personnes qui se retrouvent sans emploi à cause de lui.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE COURS DU DOLLAR

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, le premier ministre sait certainement que notre dollar ne vaut plus que 78.29c. américains, soit près de 6c. de moins que le niveau en-dessous duquel le gouvernement ne voulait pas voir tomber notre monnaie. Pourrait-il nous dire pour quelle raison les investisseurs étrangers délaissent à ce point notre monnaie au profit du dollar américain? Pourrait-il également nous dire s'il est vrai que cette dépréciation de 6c. va contribuer à une augmentation de notre taux d'inflation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne sais pas si le député était présent hier quand j'ai donné des chiffres détaillés montrant qu'aux yeux des investisseurs étrangers...

M. Stevens: Vous parlez du dollar américain?

M. Trudeau: Par rapport au dollar américain, effectivement, la monnaie des grandes puissances...

M. Stevens: Notre monnaie se déprécie. Pourquoi?

M. Trudeau: Madame le Président, le lieu est mal choisi pour donner au député des leçons d'économie.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ON DEMANDE QUELLES MESURES LE GOUVERNEMENT ENTEND PRENDRE EN VUE D'AIDER LE LIBAN

M. Pierre Gimaïel (Lac-Saint-Jean): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration et elle se rapporte au Liban. J'aimerais, madame le Président, vu la guerre qui sévit au Liban et les combats qui ont lieu entre Israël et la Syrie sur le terrain de ce pays neutre, il y a beaucoup de Libanais qui ont perdu absolument tout présentement et qui errent dans les rues du Liban. Est-ce que le ministre pourrait dire ce que le gouvernement canadien entend faire pour venir en aide à la population libanaise qui est présentement victime de la guerre des autres?